

**Avis adopté**

Séance plénière du 29 novembre 2023

**Eau potable : *des enjeux qui dépassent la tarification progressive***

**Déclaration du groupe CGT-FO**

L'eau est essentielle pour la vie. Elle permet aux écosystèmes de se maintenir, échanger les nutriments et assurer leur développement. Il est difficile d'imaginer une agriculture sans eau et beaucoup de nos activités économiques en dépendent parfois fortement. En plus d'être vitale, l'eau participe à la stabilisation économique et sociale, les guerres et conflits pour l'eau ne sont pas exceptionnels.

Le changement climatique donne encore plus de place à ce produit vital qui risque de manquer, perdre en qualité et se raréfier à certains endroits ou durant certaines périodes de l'année. Il faut donc le préserver et le protéger des gaspillages que certains modes de consommation favorisent. La disponibilité et l'accessibilité à l'eau potable sont des enjeux de société. Le CESE est interrogé par le Gouvernement pour réfléchir aux pistes de généralisation de la tarification progressive. Le prix prend donc une place importante en tant qu'élément déterminant des modes de consommation. A partir d'un certain seuil, il faudrait rendre l'eau plus chère pour éviter les gaspillages ; c'est une forme de sobriété imposée par le prix.

Dans sa réponse, le CESE met en avant la complexité du prix des services de l'eau, la part de l'eau en tant que tel ne représentant qu'une partie de la facture payée par le consommateur. La mise en place d'une tarification progressive pouvant même constituer un facteur d'augmentation de prix y compris pour les petits usagers. Pour le CESE, les conditions ne sont pas réunies pour la mise en place d'une tarification progressive.

Le groupe FO salue cette réponse et la défend. Les pouvoirs publics devraient davantage mettre les efforts nécessaires pour moderniser et réparer les réseaux de distribution. La recherche de solutions à moindre coût n'apportera rien au problème de fond. Bien sûr, les gaspillages doivent être combattus et les usagers doivent être sensibilisés à la préservation de cette matière pour qu'elle reste accessible à tous. Toutefois, penser que c'est en rendant l'eau plus chère que les usagers seront forcés de l'économiser c'est au mieux la rendre inaccessible aux foyers les plus modestes, avec toutes les implications et risques pour leur santé et leur bien-être.

Il ne faut pas par ailleurs favoriser des prix qui deviennent dissuasifs et freinent notre développement économique. Pour le groupe FO, le Gouvernement devrait davantage réfléchir à un vrai plan national de remise en état des installations.

A ce jour, 20% de l'eau potable produite se perd dans la nature soit plus d'un milliard de M3 par an, ce qui représente la consommation de plus de 18 millions d'habitants.

Dans les Outre-mer la situation est encore plus catastrophique et il est encore plus urgent d'agir dans les plus brefs délais.

**Le groupe FO salue donc la réponse du CESE et a voté en faveur de cet avis.**